

Orientation sexuelle et transidentité

«Les thérapies de conversion doivent être interdites»

Proscrire les camps et séances d'hypnose pour «guérir de l'homosexualité»: le député socialiste Julien Eggenberger a rallié des membres de tous les partis pour soutenir sa motion.



Vincent Maendly
Publié: 03.03.2021, 15h21

9 commentaires



Les «thérapies de conversion» sont dénoncées depuis des années par la communauté LGBT. Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU les assimile dorénavant à des actes de torture.

Pierre Albouy

Depuis deux décennies en Europe, des approches psychothérapeutiques, médicales ou religieuses ont vu le jour, qui prétendent «guérir de l'homosexualité», ou «restaurer une identité conforme à la norme hétérosexuelle et cisgenre». Publié à l'été 2020, un rapport du Conseil des droits de l'homme de l'ONU assimile ces «thérapies de conversion» à des actes de torture et appelle à leur interdiction. Selon l'expert mandaté, elles sont «intrinsèquement discriminatoires, cruelles, inhumaines et dégradantes selon la sévérité de ces pratiques». Le socialiste Julien Eggenberger a déposé mardi au Grand Conseil une motion visant à les bannir du territoire vaudois.

La cause semble bien partie pour rallier une majorité d'élus. En tout cas, le député a recueilli une quarantaine de signatures dans les rangs de l'hémicycle, qui proviennent de tous les partis. Une discussion aura lieu au sein d'une commission avant un vote du plénum, ultérieurement. «Il ne suffira pas d'édicter un article de loi, il faudra sans doute en modifier plusieurs: celle sur la protection des mineurs, sur la santé publique, imagine-t-il. Et il faudra surtout définir la notion de thérapie de conversion.»

Refuge en Suisse

Plusieurs États étrangers ont déjà proscrit ces pratiques, dont l'Allemagne récemment s'agissant des mineurs. «Les principales organisations les pratiquant ont alors quitté ce pays pour s'établir en Suisse», relate le texte de la motion. Ainsi par exemple, «La Confrérie du Chemin et l'Institut de pastorale et de conseil pour la restauration identitaire par le dialogue» ont annoncé leur enregistrement en tant qu'association suisse au premier semestre 2020». En filigrane: la crainte que la Suisse devienne terre d'asile pour ces entités.

«Les thérapies de conversion sont intrinsèquement discriminatoires, cruelles, inhumaines et dégradantes.»

Victor Madrigal-Borloz, expert pour le Conseil des droits de l'homme de l'ONU

Dans le canton de Vaud, de telles activités défraient régulièrement la chronique. En 2012, l'Église évangélique Lazare, établie à Bussigny, avait proposé un stage de «restauration d'identité» mis sur pied par une organisation française, entraînant la protestation des milieux LGBT. Il y a trois ans, un homéopathe vaudois traitait l'homosexualité «comme un symptôme» pouvant être corrigé. La Fondation suisse pour les médecines complémentaires (ASCA) avait suspendu avec effet immédiat son agrégation professionnelle.

Publié: 03.03.2021, 15h21